



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Jeudi 08 Décembre 2022



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du Gouvernement: plusieurs secteurs à l'ordre du jour

Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a présidé, mercredi, une réunion du Gouvernement consacrée à l'examen de dossiers relatifs à plusieurs secteurs, indique un communiqué des services du Premier ministre, dont voici le texte intégral:

"Le Premier Ministre, Monsieur Aïmene Benabderrahmane a présidé, ce mercredi 7 décembre 2022, une réunion du Gouvernement tenue au Palais du Gouvernement.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Réunion du gouvernement: examen d'un avant-projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance relative à la monnaie et au crédit

Un avant-projet de loi modifiant et complétant l'ordonnance n 03-11 du 26 août 2003 relative à la monnaie et au crédit a été examiné, en première lecture, lors de la réunion hebdomadaire du gouvernement, présidée mercredi par le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, indique un communiqué des services du Premier ministre.



[Loi sur la monnaie et le crédit : Le gouvernement tranche](#)

L'enjeu est de donner aux banquiers une plus grande marge de manœuvre à même de faire de la banque un acteur économique de premier ordre. La très attendue loi sur la monnaie et le crédit a été, hier, à l'ordre du jour du Conseil du gouvernement. Un avant-projet de texte a été présenté par le ministre des Finances.



[Investissement, économie de la connaissance, gouvernance des entreprises... L'Algérie n'a plus droit à l'erreur](#)

Il faut avoir en ligne de mire les vrais investissements et bannir les investissements fantoches. Surtout qu'il s'agit de porter le PIB par habitant en Algérie de 4 000 à 16 000 dollars. L'ère des tâtonnements et des mauvais choix est révolue. C'est ce que rappelle l'expert et économiste Abderrahmane Hadeff qui énumère, cependant, les réalisations ambitieuses et les perspectives prometteuses pour le développement de l'économie nationale. Délocalisation, numérique et économie de la connaissance, réforme des statistiques et adhésion de l'Algérie aux Brics...



[Relations entre le gouvernement et le Parlement : L'opposition sur le banc](#)

Les dispositions de l'actuelle loi organique ne concrétisent pas la participation « effective », selon l'opposition. Le groupe parlementaire du MSP désapprouve le contenu de cette loi organique. C'est d'ailleurs en prévision de la promulgation du projet d'amendement de la loi organique définissant l'organisation et le fonctionnement des deux chambres du Parlement ainsi que les relations fonctionnelles entre ces derniers et le gouvernement que ce groupe a organisé, hier, une journée parlementaire autour du « rôle de l'opposition et regards renouvelés dans la loi régissant les relations entre le gouvernement et le Parlement ».



[Le premier ministre Lance le portail gouvernemental électronique : 300 services publics à portée des citoyens en un clic](#)

Le portail électronique « Bawabatic » est enfin opérationnel et c'est le premier ministre et c'est le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, qui a procédé à son lancement officiel hier, à partir du Centre international des conférences Abdelatif-Rahal, en compagnie du ministre de la Numérisation et des Statistiques, Hocine Cherhabil.



Écosystème des start-up : «l'Ambition d'être leader en Afrique»

Il est vrai que certains pays africains ont devancé l'Algérie en termes de développement de start-up, mais il est important pour l'Algérie qui est «le plus grand pays d'Afrique de réussir ce pari, et devenir ainsi le plus grand pays en termes d'innovation, de création de richesses et d'emploi», et ce face aux défis de la sécurité alimentaire et énergétique.



Fiscalité pétrolière: Les recettes représentent 41 % du total des recettes budgétaires prévues pour 2023

Le ministre des Finances, Brahim-Djamel Kassali, a affirmé que les recettes de la fiscalité pétrolière représenteraient seulement 41 % du total des recettes budgétaires de l'Etat prévues pour l'exercice 2023.



Diversifier le financement et l'investissement : Défi fondamental à relever en 2023 : La fiscalité ordinaire atteindra les 59% du total des recettes budgétaires

La hausse conjoncturelle des cours du pétrole au début de l'année 2022, atteignant leur plus haut niveau depuis 2014, avant de glisser à nouveau sous le seuil des 80 dollars, hier, a permis à l'Etat de dégager d'importantes recettes, lui offrant aussi une grande marge de manœuvre pour augmenter les dépenses budgétaires consacrées aux programmes de soutien social, entre autres.



«Le volume des échanges en augmentation de 244% par rapport à 2021 » : Yazid Benmouhoub, Directeur général de la Bourse d'Alger :

Le Directeur général de la Bourse d'Alger a souligné, hier samedi à Alger, l'augmentation du volume des transactions en bourse. «Malgré l'absence de culture de la Bourse, le volume de ses échanges a connu une augmentation de 244% en 2022 par rapport à 2021», a-t-il indiqué, faisant remarquer que le pari de la prochaine étape repose sur la réalisation de l'inclusion financière.

Reprise des travaux au Sénat: Les sénateurs voteront sur trois textes de loi

Le Conseil de la Nation reprendra, ce jeudi, ses travaux en séance plénière consacrés au vote sur trois textes de loi, a indiqué le Sénat, dans un communiqué.



Réunion de Gouvernement : Vers une modernisation du système financier

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présidé, ce mercredi, une réunion de Gouvernement consacrée aux secteurs des finances, du commerce, de l'éducation et de la sécurité sociale et au recensement général de la population et de l'habitat.



Il sert à couvrir le déficit : le fonds de régulation des recettes atteint 2300 milliards de dinars

Le Fonds de régulation des recettes (FRR) devrait atteindre, à fin 2022, 2300 milliards DA aux prévisionnels de la fiscalité pétrolière en 2023 et de la bourse. Ce fonds servira à financer le déficit du Trésor public.



Monnaie et crédit : La révision de la loi examinée par le gouvernement

Longtemps attendue, la révision de la loi sur la monnaie semble entamer ses premiers pas vers la concrétisation. L'avant-projet consacré à cette révision ayant été finalisé, le texte y afférent a atterri hier sur la table du gouvernement qui tenait sa réunion périodique.



Fonds de régulation des recettes : 2 300 milliards de dinars pour financer le déficit budgétaire

Face à un déficit budgétaire qui ne cesse de grossir, et atteindra de nouveaux sommets en 2023, les pouvoirs publics sont allés chercher une source à son financement en réactivant le Fonds de régulation des recettes (FRR), comme déjà indiqué sur nos colonnes, à travers l'excédent prévisionnel de la fiscalité pétrolière, et par le financement à travers le marché des valeurs du trésor.



Conseil de la Nation : Vote de trois textes de loi

Continuant ses sessions plénières sous la présidence de Salah Goudjil, le Conseil de la Nation aura à voter demain jeudi 8 décembre 2022 trois textes de lois relatifs aux :



Kassali : le déficit du Trésor sera financé à travers le recours au FRR

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali, a indiqué, lundi, que le déficit du Trésor sera financé à travers le recours au Fonds de régulation des recettes (FRR) et grâce aux prévisionnels de la fiscalité pétrolière en 2023 et de la bourse.



Prix des véhicules : L'Etat montre la voie

Le marché national de l'automobile devra connaître une véritable relance dès l'année prochaine, avec la remise sur les rails d'une industrie efficiente et compétitive, mais aussi un accès plus organisé à l'exercice de l'activité de concessionnaire, ainsi que l'ouverture à l'importation des véhicules de moins de trois ans au profit des particuliers.



الحكومة تدرس مشروعا تمهيديا لقانون النقد والقرض

خصصت الحكومة في إجتماعها الدوري برئاسة الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان لدراسة مشروع تمهيدي قدمه وزير المالية خاص بقانون النقد والقرض قدمه وزير المالية. وخلال التي الذي جرى بقصر الحكومة تم دراسة مشروعا تمهيديا لقانون يعدل ويتم الأمر رقم 03 - 11 المؤرخ في 26 أوت 2003، والمتعلق بالنقد والقرض.

تسهيل البحث عن الخدمات العمومية المرقمنة.. إطلاق البوابة الحكومية الإلكترونية

أشرف الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، اليوم الأربعاء، على الإطلاق الرسمي للبوابة الحكومية الإلكترونية. وقال إن هذا المشروع قد حظي بأهمية بالغة وقصوى من طرف السلطات العليا للبلاد. بالنظر لدور هذه البوابة الحيوي. مما سيجنب المواطن مشقة البحث عن الخدمات العمومية المرقمنة، لتصفح العديد من المواقع الرسمية. نتيجة تعدد المنصات والبوابات الحكومية.



النقد الدولي " يتوقع تضخماً أعلى في الشرق الأوسط وشمال أفريقيا في 2023

توقع صندوق النقد الدولي أن يرتفع معدل التضخم في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا بشكل كبير في عام 2023، وذلك عما كان متوقفاً في فصل الربيع.



اجتماع الحكومة: بنوك رقمية وعملة إلكترونية قريباً في الجزائر

يتجه النظام البنكي في الجزائر إلى الانفتاح على البنوك الرقمية، وخدمات الدفع الإلكتروني التي يقدمها متعاملون خواص، إلى جانب عمليات الدفع بالعملة الإلكترونية. جاء هذا في مشروع تمهيدي لقانون يعدل قانون النقد والقرض في الجزائر. وقد عُرض في اجتماع للحكومة برئاسة الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان يوم الأربعاء.



تقرير "الكناس" يرفع 19 توصية للسلطات العليا: إلزام الشركات براتب لائق للموظفين وزيادة السكنات

العمومية

يوصي المجلس الاقتصادي والاجتماعي والبيئي بتحسين القدرة الشرائية للجزائريين في أقرب وقت، من خلال إلزام الشركات بضمان أجر لائق لعمالها ورفع عدد السكنات العمومية الموزعة على المواطنين وتحسين نوعيتها.

IMPÔTS

Les recettes de la fiscalité pétrolière représentent 41% du total des recettes budgétaires prévues pour 2023

Le ministre des Finances, Brahim Djamel Kassali a affirmé, lundi, que «les recettes de la fiscalité pétrolière représenteraient seulement 41% du total des recettes budgétaires de l'État prévues pour l'exercice 2023. Le budget de l'État au titre de l'exercice 2023 connaîtra une amélioration en termes de rentabilité de la fiscalité ordinaire qui atteindra les 59% du total des recettes budgétaires», a précisé M. Kassali, lors d'une plénière consacrée à la réponse aux questions et préoccupations des membres du Conseil la nation dans le cadre du débat autour du texte de loi de Finances 2023. La séance a été présidée par, M. Salah Goudjil, président du Conseil en présence des membres du Gouvernement. «L'Économie devrait enregistrer un taux de croissance de l'ordre de 4,1% en 2023», a-t-il indiqué, soulignant que cette hausse sera le résultat des performances de tous les secteurs à l'exception du secteur des hydrocarbures qui connaîtra une certaine stabilité. «Quant à la croissance économique en dehors des hydrocarbures elle s'établira à 5,6% en 2023», a prévu le ministre des Finances.

«Le secteur agricole devrait, à son tour, enregistrer un taux de croissance moyen de 6,9%», a-t-il poursuivi, ajoutant que les secteurs de l'Industrie et des travaux publics devraient enregistrer respectivement des taux de croissance de 8,5% et 5,6%, alors que le secteur des Services devrait atteindre un taux de croissance de 5,9% en 2023. Répondant à une question sur le financement du déficit du Trésor, le ministre a expliqué qu'il sera financé à travers le recours au

Fonds de régulation des recettes disponibles à la fin de l'année 2022 qui devra atteindre 2300 milliards de dinars, et grâce aux prévisionnels de la fiscalité pétrolière en 2023 et de la bourse.

En outre, la liquidité bancaire a connu en 2022 une nette évolution, ayant atteint 1.800 milliards de dinars vers la fin de septembre 2022 selon le ministre, qui a affirmé que «cette liquidité contribuerait au financement des projets économiques, mais aussi au financement du déficit du Trésor à travers la souscription à la bourse.»

Lever le gel sur 301 projets en 2022

S'agissant des projets gelés, le ministre a fait savoir que compte tenu du progrès positif des ressources financières, les autorités publiques ont décidé de lever «progressivement» le gel sur les projets de priorité sectorielle ou régionale, indiquant que «95% des autorisations des programmes faisant l'objet de gel reviennent essentiellement aux secteurs des Travaux publics, des Transports, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, de la Santé, des ressources hydriques, de l'Intérieur et des Collectivités locales.» Il a également souligné qu'en 2022, le gel a été levé sur un programme estimé à plus de 130 milliards de dinars destiné à 301 projets d'investissements «porteurs de valeur ajoutée garantie sur les niveaux local et national.»

Par ailleurs, l'utilisation des moyens de paiement en Algérie a connu «une évolution remarquable» ces deux dernières années,

selon M. Kassali, ajoutant que cela était dû à la pandémie du coronavirus. Il a noté que quelque 277 sites commerciaux sur internet proposaient le service de paiement électronique.

S'agissant de la finance islamique, le ministre a assuré que malgré la création récente de la commercialisation des produits de la finance islamique, les banques publiques ont réussi à enregistrer des résultats «satisfaisants» jusqu'à fin août 2022 (294 guichets, 21.766 comptes, 49 milliards de dinars de dépôts, et 5 milliards de dinars de financement). Concernant la réforme budgétaire, il a rappelé que «le ministère avait entamé un programme de formation graduelle qui concernait au début les secteurs pilotes, avant sa généralisation à tous les secteurs avant la mise en service du régime intégré de gestion budgétaire et de comptabilité.»

Quant à la réforme et la numérisation de l'administration des impôts, le ministre a fait observer que cette dernière avait réalisé un progrès remarquable en matière de modernisation et de numérisation, outre la réalisation de nouvelles infrastructures.

M. Kassali a souligné que la «loi de finances pour l'exercice 2023 consacre la nouvelle conception visant la transition vers un nouveau mode de gouvernance de la finance publique qui a établi les nouvelles règles de gestion par objectif sur la base des résultats et de la performance en vue d'aller vers une économie diversifiée génératrice de richesse et créatrice d'emplois dans l'objectif d'améliorer le niveau de vie des citoyens.»

R.N.

BOURSE D'ALGER

«Un marché d'échange d'actions et de financement de start-up»

L'objectif est de faire de la Bourse un moyen de financement de l'économie nationale et un marché d'échange d'actions et de financement de start-up. Les entreprises innovantes disposent d'une croissance rapide et d'un nouveau ministère, ce qui influe positivement sur tout l'écosystème. Si l'on ajoute à cela la création du fonds d'investissement. Il est donc devenu impératif d'envisager l'adhésion des entreprises innovantes au monde de la Bourse d'Alger.

Abdelhalim Benyellès - Alger (Le Soir) - C'est ainsi que s'est exprimé, hier, sur les ondes de la Radio nationale Chaîne 1, Yazid Belmihoub, président de la Société de gestion de la Bourse d'Alger. Il a insisté sur le rôle de la Bourse dans le développement économique et notamment l'accompagnement des entreprises jeunes et innovantes. «Il existe 58 fonds d'investissement de wilaya qui soutiennent les PME et les entreprises

innovantes. Ces fonds se retirent au bout d'un certain temps pour programmer l'entrée de ces entreprises en Bourse», a-t-il expliqué. Il a ajouté qu'au sein de ce marché financier, ces PME et entreprises innovantes ont besoin d'un développement rapide grâce aux dispositifs de soutien à l'innovation offerts par la Bourse.

Et c'est là qu'intervient le rôle de la Bourse pour offrir cette opportunité à investir les marchés internationaux et aussi permettre aux entreprises cotées en Bourse et à ces entreprises innovantes dont les start-up l'accès aux bourses étrangères, poursuit Yazid Belmihoub. «Nous voulons donner les moyens à ces entreprises pour qu'elles soient leaders au niveau des marchés mondiaux», a-t-il précisé. Avant d'ajouter que «notre politique est inscrite dans une économie des connaissances pures».

Quels sont les critères qui permettent à ces entreprises de bénéficier du financement de la Bourse ? La Bourse met en place un ensemble de paramètres dont le seuil d'ouverture du capital de 20% pour les grandes

entreprises et 10% pour les petites entreprises, dira Belmihoub, ajoutant que la Bourse permet aux PME l'accès avec un capital de moins de 5%. Ce qui explique les facilitations des conditions d'entrée en Bourse proposées aux jeunes entreprises innovantes. Et de poursuivre que concrètement, la Bourse offre les opportunités pour financer le plus grand nombre de jeunes entreprises.

Le passage du moyen de financement traditionnel à un nouveau moyen boursier explique qu'une industrie boursière commence à se mettre en place en Algérie. Ce qui appelle à créer des instruments de financement nouveaux tels que le financement islamique. Yazid Belmihoub a rappelé, enfin, que la Bourse d'Alger s'apprêtait à créer un marché d'échange d'actions et de financement de start-up, conformément à la nouvelle politique économique du pays visant à soutenir l'implantation et le développement de telles entreprises.

A. B.

MARCHÉ D'ÉCHANGE D' ACTIONS ET DE FINANCEMENT DE START-UP

Le grand pari de la bourse d'Alger

LA BOURSE d'Alger veut sortir de sa léthargie en s'ouvrant plus aux petites entreprises, mais aussi en proposant des produits innovants.

■ WALID AÏT SAÏD

Comment sortir la « bourse d'Alger » de sa morosité ? C'est le grand défi que s'est lancé le gouvernement pour 2023. Parmi les pistes explorées, celle des start-up. En effet, cette institution financière compte créer un marché d'échange d'actions et de financement de start-up. « Ce projet est en cours d'étude, il doit permettre à ces entreprises émergentes d'avoir accès à de nouvelles sources de financement », a indiqué, hier, le directeur général de la bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub.

Invité de la Radio nationale Chaîne I, ce responsable a soutenu que ce marché doit permettre de rapprocher les grandes entreprises des petites en leur offrant un moyen d'entrer dans leur capital. « Il y a une volonté des pouvoirs publics de créer un tissu entre les petites sociétés et leurs grandes homologues. La Bourse est le moyen idéal pour cette synergie », a-t-il soutenu. Pour encourager les start-up à faire leur entrée en Bourse, Benmouhoub assure que les procédures seront facilitées. « Il suffit qu'elles (ces start-up) soient des entreprises par actions, quelle que soit l'activité qu'elles exercent », a-t-il insisté.

Pour le premier responsable de la bourse d'Alger, ce nouveau marché doit permettre à ces



Une institution qui frémit ?

entreprises naissantes de se développer plus rapidement à travers de nouveaux modes de financement. « Le principe de la Bourse repose sur l'ouverture du capital des entreprises », a-t-il souligné. « Il est devenu nécessaire de créer des opportunités pour les start-up d'entrer en Bourse, nous avons donc misé sur l'ouverture d'un marché qui introduit les entreprises à l'échelle mondiale », a-t-il ajouté non sans rappeler le placement par l'État de 58 fonds publics activés pour servir les incubateurs. « Cela afin d'accélérer la transition d'une économie rentière à une économie productive », a-t-il rétorqué. L'exemple de la start-up de

VTC « made in bladi », Yassir, est des plus inspirants. Il vient de lever 150 millions de dollars à la Bourse de...New York. Ce qui doit favoriser son expansion, notamment à l'international. Avec la création de ce marché d'échange d'actions et de financement de start-up, les jeunes entrepreneurs pourront ainsi espérer faire de même en Algérie en levant des fonds auprès de grandes entreprises algériennes. Néanmoins, ce nouveau produit que va proposer la bourse d'Alger ne sera pas bénéfique qu'aux start-up. Il doit aussi donner une nouvelle dynamique à cette institution créée en 1997. Malgré le bouillonnement économique de

ces dernières années, la bourse d'Alger n'est pas sortie de sa léthargie. Les start-up et les opportunités qu'elles offrent pourraient ainsi créer un engouement à même de la booster. Surtout que cela intervient au même moment que la grande transformation amorcée par cette Bourse afin de s'ouvrir plus au grand public à travers le digital. C'est dans ce sens que Yazid Benmouhoub annonce la volonté des hautes autorités du pays d'en faire une Bourse numérique. « Nous avons entamé une digitalisation en activant de nouveaux systèmes d'information qui permettront la vente d'obligations en ligne, c'est-à-dire directement

via les téléphones portables et les ordinateurs », a-t-il indiqué.

Une belle opportunité qui doit permettre aux jeunes et moins jeunes de « jouer » à la Bourse en naviguant directement sur leurs smartphones. Ce qui pourrait inciter un plus grand nombre d'Algériens à effectuer ce genre de placement. Néanmoins, le DG de la Bourse reconnaît l'existence d'obstacles culturels qui freinent l'expansion tant nécessaire de la bourse d'Alger. Parmi eux, celui relatif à la religion.

Il révèle que la bourse d'Alger a élaboré un projet pour développer des instruments de financement (obligations) compatibles avec la chariaâ islamique à travers la Bourse. Il évoque aussi la réticence des entreprises « familiales » qui forment le gros du marché algérien, à l'ouverture du capital. « Il existe des obstacles culturels qui empêchent les entreprises familiales d'ouvrir leur capital, nous tentons de les rassurer en leur expliquant que l'objectif est de faire de la Bourse un outil permettant aux entreprises de se développer plus rapidement », conclut-il avec beaucoup d'optimisme.

La bourse d'Alger opère donc sa mue. Elle veut se mettre au diapason de la réalité actuelle du terrain. 2023 sera-t-elle donc l'année de sa mise en orbite ? Wait and see...

W.A.

اجتماع الحكومة يدرس ملفات 5 قطاعات

تعديل قانون النقد والقرض للنهوض بالمنظومة البنكية

« أدوات جديدة للسياسة النقدية لتحقيق الأهداف الاقتصادية

« تعزيز حوكمة المنظومة المصرفية وتكريس الصيرفة الإسلامية

■ تبسيط الإجراءات الإدارية وتقليص آجال إنشاء المؤسسات

تحرص الحكومة على أن يساير المشروع التمهيدي لقانون النقد والقرض التحولات الاقتصادية والمالية، في سياق الإصلاحات الاجتماعية والاقتصادية والمالية التي باشرتها السلطات العمومية، من خلال تكييف النظام القانوني والتنظيمي الكفيل بمجابهة التحديات التقنية والتكنولوجية الجديدة، وتمكين القطاع من الإنفتاح على فاعلين جدد.

خ.م

تنفيذي يتضمن إعادة تنظيم مركز التموين بالتجهيزات والوسائل التعليمية وصيانتها، قُدِّمَ وزير القطاع، حيث يهدف مشروع النص إلى إعادة تنظيم القانون الأساسي لمركز التموين بالتجهيزات والوسائل التعليمية وصيانتها، المستحدث بموجب المرسوم التنفيذي رقم 86 - 291 ويتماشى هذا المسمى مع مخطط عمل الحكومة في مجال وضع إطار معياري ذي جودة قصد ضمان حوكمة راضية، من خلال مراجعة النصوص التنظيمية المعمول بها التي توطر عمل المركز، من أجل تحيين وتوضيح الإطار القانوني المرجعي للمركز، قصد تحديد المهام الموكلة إليه والموارد البشرية والمالية والمادية الموضوعة تحت تصرفه لتحقيق أهدافه.

كما يهدف إلى مساندة المتطلبات الجديدة سواء ما تعلق منها بالمعرفة أو بالأنظمة التكنولوجية للإنتاج والتسيير، التي أملتها عملية إصلاح المنظومة التربوية المبادر بها من قبل السلطات العمومية، إلى جانب تحقيق التجانس والتوازن الداخلي والخارجي، مع المؤسسات المماثلة، وذلك بالنظر إلى طبيعة مضمون المهام المسندة للمركز.

أما في مجال الضمان الاجتماعي، فقد قُدِّمَ وزير العمل والتشغيل والضمان الاجتماعي مشروع مرسوم تنفيذي يتضمن تحويل المدرسة العليا للضمان الاجتماعي، مدرسة خارج الجامعة إلى مدرسة عليا، طبقاً لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 16 - 176 الذي يحدّد القانون الأساسي النموذجي للمدرسة العليا.

ومن شأن تحويل هذه المدرسة إلى مدرسة عليا للضمان الاجتماعي ترسيخ مكانتها ودورها كقطب مميز للتكوين العالي في مجال الضمان الاجتماعي على الصعيدين الوطني والدولي، كما

سيسمح لها بتقديم تكوين عال يتوج بشهادة ماستر، مما سيساهم في تدعيم المؤسسات المكلفة بالنظام الوطني للضمان الاجتماعي بموارد بشرية ذات تكوين جيد وكفاءة عالية.

لأحكام القانون رقم 04. 08 ساري المفعول، الذي تمّ تعديله وإتمامه مرات عديدة.

ويندرج هذا المشروع في إطار الإصلاحات الاقتصادية التي باشرتها السلطات العمومية، عملاً بتوجيهات رئيس الجمهورية، التي أسداها خلال اجتماع مجلس الوزراء المنعقد يوم 8 ماي 2022، الرامية إلى تحسين مناخ الأعمال في الجزائر، لاسيما بعد وضع النظام الجديد لتسهيل الاستثمار، من خلال تبسيط الإجراءات الإدارية وتقليص آجال إنشاء المؤسسات.

للإشارة، فإن المشروع التمهيدي للقانون يستند إلى مقاربة شاملة لعصرنة منظومة السجل التجاري، قصد إعادة هيكلته كأداة تنظيمية للنسيج الاقتصادي، بما يسمح للمركز الوطني للسجل التجاري بأن يكون المسؤول الأول عن المعلومات الاقتصادية المتعلقة بالمتعاملين الاقتصاديين، فضلاً عن العمل على الانتقال نحو تعميم كلي لاستعمال السجل التجاري الإلكتروني الذي يشكل عنصراً هاماً في تبسيط حياة المؤسسات وتسهيلها.

كما قُدِّمَ وزير التجارة وترقية الصادرات مشروع مرسوم تنفيذي يحدّد كفاءات تسيير وسير البوابة الإلكترونية المختصة لإنشاء المؤسسات وكذا كفاءات التسجيل والتحويل واستلام الوثائق الإلكترونية، ومنح رقم التعريف المشترك، وفي مجال التربية الوطنية، درست الحكومة مشروع مرسوم

شكّل مشروع قانون النقد والقرض، إحدى نقاط جدول أعمال الاجتماع الأسبوعي للحكومة الذي انعقد، أمس، برئاسة الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، والذي شمل خمسة قطاعات ضمت، إلى جانب المالية، كل من التجارة، التربية الوطنية، الضمان الاجتماعي والإحصاء العام للسكان والإسكان، الذي ستقدّم نتائجه الأولية بحلول منتصف جانفي الداخل.

وأشارت الحكومة، في قراءة أولى للمشروع التمهيدي للقانون المعدّل والمتمم للأمر رقم 11. 03 المؤرخ في 26 أوت 2003، والمتعلق بالنقد والقرض المقدم من قبل وزير المالية، إلى أن التعديلات المقترحة شملت، بالخصوص، تكييف القانون مع الإصلاحات الشاملة التي يشهدها النظام المالي وعصرنة مهن تسيير البنوك، بل وكذلك إخراج أدوات جديدة للسياسة النقدية التي من شأنها تعزيز آليات انتقالها من أجل تحقيق الأهداف الاقتصادية الكبرى.

كما تهدف التعديلات المدرجة إلى جعل التنظيم يتماشى مع أفضل الممارسات والمعايير الدولية، لاسيما في مجال تعزيز حوكمة بنك الجزائر ومجلس النقد والقرض، واللجنة المصرفية وكذا البنوك والمؤسسات المالية. كما يكرس المشروع التمهيدي لهذا القانون الصيرفة الإسلامية ورقمنة النشاط

المصرفي، من خلال انفتاح النظام البيئي المصرفي على البنوك الرقمية ومقدمي خدمات الدفع، وكذا عمليات الدفع بالعملة الإلكترونية.

من جهة أخرى، أخذ المشروع التمهيدي للقانون المحدّد لشروط ممارسة الأنشطة التجارية، والذي قُدِّمَ وزير التجارة وترقية الصادرات، حيزاً من الاجتماع، حيث ينص على تفقيح كامل



الإعلان عن النتائج الأولية للإحصاء سيكون في جانفي القادم الجزائر تسابق الزمن لتعميم الدفع الإلكتروني ورقمنة التجارة

أفضل الممارسات والمعايير الدولية، لاسيما في مجال تعزيز حوكمة بنك الجزائر ومجلس النقد والقرض واللجنة المصرفية وكذا البنوك والمؤسسات المالية.

ويستد هذا إلى مقارنة شاملة لعصرنة منظومة السجل التجاري قصد إعادة هيكلته كأداة تنظيمية للنسيج الاقتصادي، بما يسمح للمركز الوطني للسجل التجاري بأن يكون المسؤول الأول عن المعلومات الاقتصادية المتعلقة بالمتعاملين الاقتصاديين. كما أن هذه الإصلاحات المقترحة ترمي إلى انتقال نحو تعميم كلي لاستعمال السجل التجاري الإلكتروني الذي يشكل عنصراً هاماً في تبسيط حياة المؤسسات وتسهيلها.

من جهته، قدم وزير التجارة وترقية الصادرات مشروع مرسوم تنفيذي يحدد كيفية تسيير وسير البوابة الإلكترونية المخصصة لإنشاء المؤسسات وكذا كيفية التسجيل والتحويل واستلام الوثائق الإلكترونية ومنح رقم التعريف المشترك.

كما قدم وزير الرقمنة والإحصائيات عرضاً يتضمن حصيلة تنفيذ عملية الإحصاء العام السادس للسكان والإسكان، التي أجريت في الفترة ما بين 25 سبتمبر و16 أكتوبر 2022، حيث أشار الوزير إلى أن النتائج الأولية لهذا الإحصاء ستقدم بحلول منتصف جانفي 2023، بينما ستكون النتائج النهائية متاحة بعد ستة أشهر من تاريخ إجراء عملية الإحصاء. محمد علال

درست الحكومة، في اجتماع ترأسه الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، أمس، ملفات تتعلق بقطاعات المالية، التجارة، التربية الوطنية، الضمان الاجتماعي وكذا الإحصاء العام للسكان والإسكان، حسب بيان لمصالح الوزير الأول.

أقرت الحكومة عدة إجراءات من أجل تعزيز مكانة التجارة الإلكترونية ورقمنة النشاطات المالية، وذلك برقمنة النشاط المصرفي وافتتاح البنوك على الرقمية وتوفير خدمات الدفع بالعملة الإلكترونية.

وخلص اجتماع الحكومة إلى مراجعة المشروع التمهيدي المتعلق بالنقد والقرض، حيث قدم وزير المالية هذا المشروع التمهيدي في إطار مسار الإصلاحات الاجتماعية والاقتصادية والمالية التي باشرتها السلطات العمومية، إلى جانب تكييف النظام القانوني والتنظيمي استجابة للتحويلات الاقتصادية والمالية العميقة والتحديات التقنية والتكنولوجية الجديدة وكذا التمكين من انفتاح القطاع على فاعلين جدد.

وبهذا الشأن، شملت التعديلات المقترحة تكييف القانون مع الإصلاحات الشاملة التي يشهدها النظام المالي وعصرنة مهن تسيير البنوك وكذلك إدراج أدوات جديدة للسياسة النقدية من شأنها تعزيز آليات انتقالها من أجل تحقيق الأهداف الاقتصادية الكبرى.

كما تهدف التعديلات المدرجة إلى جعل التنظيم يتماشى مع

تسمح للمواطنين بالولوج إلى الخدمات المرقمنة التي توفرها الإدارات إطلاق البوابة الحكومية للخدمات العمومية

● 44 مليون مسجل في الجيلين الثالث والرابع
لشبكة الأنترنت النقال

بداية سنة 2021، الكابل البحري
وهران فالنسيا والجزائر
فالنسيا، ورفع قدرة سعة الشبكة
الدولية للأنترنت من 1.5 تيرابايت
في الثانية سنة 2020 لتصل إلى
7.8 تيرابايت في الثانية شهر
نوفمبر 2022، وهي قدرات تمثل
ما يتجاوز ثلاثة أضعاف معدل
الاستعمال الأقصى المسجل
حاليا للأنترنت.

وقد ارتفعت نسبة المشتركين
في شبكة الأنترنت النقال ذات
التدفق العالي (3G/4G) من 40
مليون مشترك سنة 2020 إلى
أكثر من 44 مليون مشترك
مسجل إلى غاية شهر سبتمبر
2022، ليشير الوزير الأول إلى
رفع مستوى ربط الأسر بشبكة
أنترنت الهاتف الثابت من 3.7
ملايين أسرة سنة 2020 إلى 4.5
ملايين أسرة سنة 2022، أي ما
يعادل نسبة تطور تقدر بـ20٪، ما
يمثل نسبة وولوج لأكثر من 50٪ من
الأسر، علما أن الهدف المسطر
في أفق سنة 2024 هو ربط ما
يعادل نسبة 75٪ من الأسر،
بالإضافة إلى التحسين في نوعية
الخدمات من خلال الرفع من
حجم التدفق الأدنى من 2
ميغابايت سنة 2020 إلى 10
ميغابايت سنة 2022، مع
الاحتفاظ بنفس التسعيرة.

محمد علال

● أطلقت الحكومة الجزائرية،
رسميا، البوابة الحكومية
للخدمات العمومية، التي تضم ما
يزيد عن 300 خدمة عمومية
مرقمنة تابعة لتسعة وعشرين
قطاعا وزاريا، من شأنها أن
تسمح للمواطنين بصفة آنية
وعلى مدار الساعة وطيلة أيام
الأسبوع بالولوج إلى مجمل
الخدمات العمومية المرقمنة
التي توفرها الإدارات المختلفة،
بالإضافة إلى إمكانية الاطلاع
على المعلومات المتعلقة
بمختلف الإجراءات الإدارية دون
عناء التنقل. هذه الخطوة، حسب
ما أكده الوزير الأول أيمن بن عبد
الرحمان خلال إطلاق البوابة،
أمس، بالمركز الدولي
للمؤتمرات، تأتي تجسيدا
لبرنامج رئيس الجمهورية الذي
التزم في تعهده رقم 25 بـ"تحقيق
التحول الرقمي وتعميم استعمال
تكنولوجيات الإعلام والاتصال
خاصة في الإدارات والمرافق
العمومية وتحسين حوكمة القطاع
الاقتصادي".

وبالمناسبة أشار الوزير الأول
إلى ما حققته الجزائر من
إنجازات في مجال الرقمنة منذ
بداية سنة 2020، مشيرا إلى
تمكن الجزائر من توسيع قدرات
الربط بالشبكة الدولية للأنترنت،
لاسيما بعد دخول حيز الخدمة،

خلال رده على أسئلة وانشغالات أعضاء مجلس الأمة

وزير المالية: إيرادات البترولية تمثل 41 بالمائة من إجمالي إيرادات ميزانية 2023

من جهته، أكد رئيس المجموعة البرلمانية للتجمع الوطني الديمقراطي عفيف سنوسه أن الحكومة جعلت من الدعم الاجتماعي وأولوية الأولويات رغم الظروف العالمية الصعبة. وطالب في ذات السياق بالمزيد من الإجراءات لمحاربة المضاربة وارتفاع الأسعار ومنح الأولوية للمشاريع المتعلقة بالبنية التحتية، كما دعا إلى المزيد من الإجراءات لتشجيع الاستثمار وعصرنة الفلاحة والصناعات التحويلية. أما رئيس المجموعة البرلمانية للثلاث الرئاسي ساعد عروس فقد عبر عن ارتياحه لحزمة التدابير الواردة في قانون المالية لعام 2023 والتي تصب كلها في صالح المواطن لاسيما لتحسين قدرته الشرائية، ولفت أن الدولة عبات موارد مالية كبيرة هي الأضخم في تاريخ البلاد من خلال مشروع هذا القانون وذلك من أجل نجاح الاقتلاع الاقتصادي مع ضمان خلوها عن اية زيادة على المواد الاستهلاكية الأساسية والطاقوية. وأضاف أن قانون المالية الجديد أكد أن "الطابع الاجتماعي للدولة هو خط أحمر في ظل جزائر الجديدة".

المالية لسنة 2023 من أية ضرائب أو رسوم جديدة تنقل كاهل المواطن. وفي هذا الإطار أكد رئيس المجموعة البرلمانية لجبهة التحرير الوطني أحمد الصالح لطيفي أن قانون المالية الجديد كرس الطابع الاجتماعي للدولة حيث أن الزيادات الملحوظة في ميزانية 2023 جاءت نتيجة توسيع دائرة الدعم الاجتماعي خدمة للمواطن. كما لفت إلى أهمية الزيادات في ميزانية العام المقبل والموجهة لتحسين الشبكة الاستدلالية للرواتب والأنظمة التعويضية للموظفين واستحداث منحة البطالة ورفع منح وعلاوات التقاعد وكذا رفع حصص التخصصيص الموجهة لصندوق الضمان للجماعات المحلية. وتضمن رئيس المجموعة البرلمانية للأحرار الطاهر لزرق بدوره اتجاه الدولة من خلال قانون المالية لسنة 2023 الراسي الى المزيد من الدعم الاجتماعي بما يحافظ بالدرجة الأولى على القدرة الشرائية للمواطن. ولفت أن الزيادات التي تم رصدها في ميزانية 2023 انصبت اساسا في صالح المواطن لاسيما من أجل ادماج الشباب المتقاعد.

رفع التجميد "تدريجيا" عن المشاريع التي لها أولوية قطاعية أو إقليمية، مشيرا الى أن 95 بالمائة من رخص البرامج التي كان موضوع رفع التجميد تعود أساسا إلى قطاعات الاشغال العمومية والنقل التربية الوطنية والتعليم العالي والصحة والموارد المائية والداخلية والجماعات والمعلية. وأشار إلى أنه في 2022 تم رفع التجميد عن برنامج مقدر بأكثر من 130 مليار دج موجه إلى 301 مشروع استثماري "حامل لقيمة مضافة أكيدة على المستويين المحلي والوطني".

المجموعات البرلمانية تثمن حفاظ الدولة على طابعها الاجتماعي

من جانبها، ثمنت المجموعات البرلمانية لمجلس الأمة مواصلة الدولة لجهودها من خلال نص قانون المالية لسنة 2023 للمحافظة على الدعم تكريسا لطابعها الاجتماعي حيث عبروا عن دعمهم للتدابير الواردة في هذا النص والتي توصل الدولة من خلالها الدعم الاجتماعي لفائدة المواطنين مع تحسين الشبكة الاستدلالية للرواتب والأنظمة التعويضية للموظفين. وتضمنوا في ذات السياق خلو مشروع قانون

و6ر5 بالمائة على التوالي في حين سيسجل قطاع الخدمات السوقية نموا متوسطا قدره 5,9 بالمائة في 2023. وفيما يتعلق بالانشغال المرتبط بتمويل عجز الخزينة قال الوزير أن هذا العجز سيتم تمويله عن طريق استغلال موارد صندوق ضبط الإيرادات المتاحة في نهاية سنة 2022 والمتوقع بلوغها قيمة 2300 مليار دج والفوائض المتوقعة تحقيقها من الجباية البترولية بعنوان سنة 2023 وسوق قيم الخزينة الذي أجريت عليه تحديثات من خلال وضع أرضية إلكترونية لإصدار وتداول التقييم أدت إلى توسيع قاعدة المستثمرين في قيم الخزينة السبادية. يضاف إلى ذلك السيولة البنكية التي شهدت خلال سنة 2022 تطورا ملحوظا حيث بلغت 1800 مليار دج في أواخر شهر سبتمبر 2022 حسب الوزير الذي أكد بأن هذه السيولة ستساهم بالإضافة إلى تمويل المشاريع الاقتصادية في تمويل عجز الخزينة من خلال الائتتاب في سوق سندات الخزينة. وحول المشاريع المجددة أكد الوزير أنه أخذا بعين الاعتبار للتطور الإيجابي للموارد المالية قررت السلطات العمومية

■ أكد وزير المالية، إبراهيم جمال كسالي، يوم الثلاثاء، أن إيرادات الجباية البترولية تمثل 41 بالمائة فقط من إجمالي إيرادات ميزانية الدولة المقدره لسنة 2023. وخلال جلسة علنية مخصصة للرد على أسئلة وانشغالات أعضاء مجلس الأمة في إطار مناقشة نص قانون المالية لسنة 2023 ترأسها صالح هوجيل رئيس المجلس بحضور أعضاء من الحكومة قال كسالي أن ميزانية الدولة لسنة 2023 ستشهد تحسن مردودية الجباية العادية والتي ستبلغ نسبة 59 بالمائة من إجمالي إيرادات الميزانية. وفي نفس السياق أشار الوزير إلى أنه من المتوقع أن يسجل النمو الاقتصادي نسبة تقدر بـ 4ر4 بالمائة في 2023 مبرزا أن هذا الارتفاع يعزى إلى أداء جميع القطاعات باستثناء قطاع المحروقات الذي سيسجل شبه استقرار حيث سيبلغ النمو الاقتصادي خارج المحروقات نسبة تقدر بـ 6ر5 بالمائة في 2023. وأوضح بهذا الخصوص أن القطاع الزراعي سيسجل نموا بنسبة متوسطة تقدر بـ 6ر9 بالمائة كما يتوقع أن يبلغ متوسط نمو قطاعي الصناعة والبناء والأشغال العمومية نسبتي 8ر5 بالمائة



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

💡 Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger